

André Gilles reste le pilote de la stratégie chez Nethys

André Gilles n'entend pas se retirer des instances stratégiques de Nethys. Il vient d'être nommé à la présidence du comité exécutif et stratégique de l'entreprise.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

André Gilles n'a pas dit son dernier mot. Acculé ces dernières semaines dans le scandale Publifin, l'homme fort de la Province de Liège a récemment fait un pas de côté. Outre son mandat de député président à la Province de Liège et la présidence de l'intercommunale Publifin, le socialiste, qui sera entendu pour la troisième fois par la commission d'enquête vendredi, a également abandonné son mandat de président chez Nethys.

Gilles sort par la porte et revient par la fenêtre

Remplacé par Pierre Meyers à la présidence de Nethys lors d'un conseil d'administration qui s'est tenu le 29 mars dernier, André Gilles ne quitte pas tout à fait l'entreprise. Il entend encore jouer un rôle de premier plan chez Nethys.

On savait déjà qu'il siègerait toujours comme administrateur chez Nethys. Il semble aujourd'hui que ses fonctions au sein du conseil d'administration seront plus importantes et lui donneront un poids crucial dans les décisions stratégiques.

D'après une publication au Moniteur belge, actant les décisions de la réunion du 29 mars mais rendue publique aujourd'hui, André Gilles a également été nommé président du comité exécutif et stratégique qui dépend du conseil d'administration de Nethys. Cette instance, explique-t-on

chez Nethys, est chargée de définir les grandes orientations stratégiques de l'entreprise avant d'en faire rapport devant l'ensemble des membres du conseil d'administration. Outre André Gilles, on retrouve dans ce comité le socialiste Pierre Stassart et le libéral Pol Guillaume.

Ce retour, jusqu'ici tenu secret par Nethys, irrite certains députés de la commission d'enquête qui estiment que le politique va devoir intervenir.

Trois privés pour les rémunérations

En outre, le patron de Mithra, François Fornieri, désigné comme administrateur pour remplacer Claude Parmentier, a été nommé président du comité de rémunération de Nethys avec Pierre Meyers et Philippe Delaunois. Pol Heyse a de son côté remplacé Dominique Drion comme administrateur. Philippe Delaunois prend lui la présidence du comité d'audit aux côtés de Georges Pire et Diego Aquilina.

AUDITIONS

«PUBLIFIN, C'EST UN GRAND COMITÉ DE SECTEUR»

Les nouvelles auditions menées par la commission d'enquête jeudi ont une nouvelle fois démontré que les membres du conseil d'administration de Publifin n'ont plus rien à dire dans la stratégie de diversification de Nethys. Un état de fait que plus personne ne conteste.

Partant de là, les vice-présidents du conseil d'administration de Publifin qui étaient entendus hier ont rappelé aux commissaires que cette construction juridique a été ac-

tée par les différentes fédérations politiques liégeoises dont les présidents sont entendus ce vendredi. La députée MR Virginie Defrang-Firket a d'ailleurs parlé de «frustration» qui a mené à sa démission après l'éclatement du scandale. **«On n'a jamais plus de décision à prendre chez Publifin. J'ai appris par les médias le rachat de titres de presse. Nous recevions un bilan financier, des business plan mais une fois que la décision était prise. Quand on a accepté la structure, on n'a jamais imaginé ce que Publifin allait devenir»**, explique l'ancienne vice-présidente.

Réagissant aux explications, un commissaire cdH ira jusqu'à comparer Publifin **«à un grand comité de secteur»**. Un autre, socialiste, se demande pourquoi on se limite à critiquer les membres des comités de secteur. **«On peut au même titre critiquer les administrateurs de Publifin qui n'ont rien à dire et empochent.»**

Didier Hamers, l'ancien vice-président cdH, a lui expliqué regretter cette situation. **«Publifin est une intercommunale mais la structure qui se trouve derrière est privée et c'est là qu'est le pouvoir. Cela pose question.**

«Pourquoi les conseils communaux ont-ils voté le transfert de la gestion opérationnelle du groupe vers Nethys!», se demande-t-il tout en plaidant pour un retour du pouvoir de contrôle et des activités régulées chez Publifin.